



CH. CHASE
100 N. BROAD ST.
NEW YORK

A 130

1. 12
48



John Carter Brown
Library
Brown University



[20]

L V I.

L'Assemblée générale approuvant l'empressement motivé qui a décidé l'établissement de quelques municipalités tant au Cap que dans d'autres villes , confirme lescdites municipalités , & ordonne qu'elles se conformeront au présent décret , en faisant les changemens & réductions suivant l'ordre du tableau , enforte que les membres qui auront été nommés les premiers soient conservés.

L V I I.

Sera le présent décret envoyé à toutes les paroisses de la partie françoise de Saint-Domingue , notifié au pouvoir exécutif , avec réquisition d'y tenir la main , & transcrit sur les registres des conseils supérieurs du Port-au-Prince & du Cap , lesquels en ordonneront à leur tour la transcription dans les sénéchaussées & amirautés de leur ressort.

FAIT en Assemblée générale , à Saint-Marc , le vingt mai mil sept cent quatre-vingt-dix.

Signé , DES ROUAUDIÈRES , président ; MILLET ; BRULLEY ;
LE GRAND ; LAMBERT , secrétaire.

Desrouauds
Le Grand

Brulley

Crab

Jean Millet

D'Amir

Deblontais



Au Port-au-Prince, de l'Imprimerie royale.

81 mai 1790

N^o. 30. 33



2081
A R R Ê T É
DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DE SAINT-DOMINGUE.

—
Extrait des registres du Conseil supérieur de Saint-Domingue.
—

AUJOURD'HUI vingt-un mai mil sept cent quatre-vingt-dix. La Cour assemblée en la manière accoutumée, par suite de son arrêté du jour d'hier, & délibérant sur le décret de l'Assemblée générale du 14 de ce mois, après avoir entendu les gens du Roi, & eux retirés.

Considérant, que si dans les circonstances critiques où elle se trouve, elle s'est écartée des formes qu'elle avoit jusque-là constamment observées, pour se prêter à ce que l'Assemblée générale a exigé d'elle, elle ne s'y est déterminée que parce qu'alors il n'étoit question que de faire

à l'amour de la paix le sacrifice de ses prérogatives, sacrifice qui n'a porté aucune atteinte aux principes fondamentaux du droit public qui régit la colonie. Mais considérant que le décret de l'Assemblée générale ordonne l'exécution de nouvelles lois, & anéantit celles qui sont enregistrées, & que la Cour a juré de garder & maintenir.

Considérant que ce décret qui prononce sur les matières les plus importantes de l'ordre public, ne peut cependant, d'après les principes posés par l'Assemblée nationale dans son décret du huit mars dernier, avoir force de loi, que lorsqu'il aura été soumis à son examen, décrété par elle, & sanctionné par le Roi, a pensé qu'elle abuseroit de ses pouvoirs, qu'elle violeroit ses sermens, & se rendroit coupable d'une véritable forfaiture, si elle adoptoit les dispositions de ce décret émané d'une assemblée qui n'est pas investie du pouvoir législatif.

En conséquence, la Cour a arrêté qu'il n'y a pas lieu à faire quant à présent état du décret rendu par l'Assemblée générale le quatorze de ce mois, & néanmoins arrête qu'il sera déposé en son greffe, après avoir été paraphé *ne varietur* par le président de la séance.

Considérant cependant que le rétablissement de la plaidoirie, que la publicité des rapports, en ce qui est relatif aux faits, à la procédure, aux moyens des parties & à la prononciation des jugemens, que la suppression des épices, ainsi que la réduction des amendes aux taux fixés par l'ordonnance de 1667, sont des changemens d'une nécessité absolue; & que cette nécessité quant à ce qui concerne la plaidoirie & les rapports publics, est préjugée par l'Assemblée nationale elle-même, puisqu'elle a déjà prescrit pour la France l'observation de ces formes, dans les matières que l'on nomme *le grand criminel*.



Considérant que ces changemens ont été vivement demandés par la Cour dans les représentations qu'elle a adressées au Roi, au sujet de la réunion des Conseils, & des lois dont elle a été la cause, & qu'elle a par conséquent prévenu sur ces objets importants les réclamations que la colonie fait entendre en ce moment de toutes parts, unanimité qui sollicite bien puissamment l'approbation de l'Assemblée nationale & la sanction de Sa Majesté; a pensé qu'elle devoit seconder aujourd'hui autant qu'il est en elle ce vœu public des citoyens de tous les ordres.

En conséquence la Cour a arrêté que l'Assemblée nationale ainsi que Sa Majesté, sont très-humblement suppliées : 1^o. de vouloir bien se faire représenter les remontrances que la Cour a adressées au Roi, tant sur la réunion des Conseils, que sur les lois de 1787, & de peser dans leur sagesse les abus multipliés qui en résultent.

2^o. De prendre en considération les changemens énoncés dans le décret de l'Assemblée générale, & d'adopter ceux qui seront les plus propres à faire jouir la Colonie des fruits de l'heureuse régénération qui s'opère en France.

Et en attendant que l'Assemblée nationale puisse étendre à la Colonie les réformes salutaires dont elle s'occupe pour l'ordre judiciaire, a arrêté qu'elle fera en outre très-humblement suppliée, ainsi que le Roi, de décréter & de sanctionner provisoirement : 1^o. le rétablissement de la plaidoirie; 2^o. la publicité des rapports tant en matière civile que criminelle; 3^o. la suppression des épices, & 4^o. enfin, la réduction des amendes aux taux fixés par l'ordonnance de 1667.

Ordonne que le présent arrêté sera imprimé & envoyé dans toutes les sénéchaussées & amirautés de son ressort,

[4]

à la diligence du procureur général du Roi, & distribué par-tout ou besoin sera.

Arrête enfin qu'expédition d'icelui, ainsi que du décret de l'Assemblée générale, seront adressées à l'Assemblée nationale & au Roi par la voie du ministre ayant le département des colonies.

FAIT au Port-au-Prince, en conseil, les jour & an que dessus. *Signé*, PROISY, COUSTARD, DELAMARDELLE DE GRANDMAISON, BOURON, POURCHERESSE DE VERTIÈRES, DE CONIGLIANO, CHAMBELLAN, PIÉMONT, REYNAUD DE SAINT-HILAIRE, TRIGANT DE BRAU, & DE BRACHET.

Collationné, BONVALLET, greffier en chef.



Au Port-au-Prince, chez BOURDON, Imprimeur du Roi & du Conseil supérieur de Saint-Domingue. 1790.

EXTRAIT
DES REGISTRES
DES DÉLIBÉRATIONS

De la Paroisse de la Croix - des - Bouquets ,
Partie de l'Ouest de Saint - Domingue.

AUJOURD'HUI Dimanche vingt-trois du mois de Mai mil sept cent quatre-vingt-dix, à l'issue de la grande Messe.

La Paroisse de la Croix-des-Bouquets, légalement convoquée & assemblée, après avoir nommé, par la voie du scrutin, M. Hamon de Vaujoyeux, l'un de ses Membres, pour la présider, a pris lecture de l'adresse de l'Assemblée Générale de la partie Française de Saint-Domingue à ses constituans, du dix-huit du présent mois ; elle a entendu les observations sages & judicieuses de plusieurs de ses Membres, sur les prétentions & la conduite de cette même Assemblée : elle ne peut se dissimuler que la majeure partie des Membres de l'Assemblée Générale s'est écartée des vrais principes qui doivent servir de base à la restauration de cette Colonie, l'une des plus importantes portions de l'empire Français.

Elle éprouve néanmoins une sensible consolation dans les généreux efforts d'un grand nombre de Députés des trois Provinces à la même Assemblée, & dans les sentimens que ses Députés particuliers ont constamment manifestés de leur inviolable attachement pour la Nation Française, pour sa nouvelle constitution & pour l'auguste Monarque qui est tout à la fois le restaurateur de la liberté, le premier, le plus vertueux Citoyen de l'Empire Français, & le modèle des Rois.

Prenant en considération le Décret National du huit Mars dernier, accueilli dans toute la partie Française de Saint-Domingue comme un monument éternel de l'équité de l'Assemblée Nationale ; l'Assemblée Paroissiale reconnoit :

1°. Qu'il est de toute justice que ledit Décret soit adopté en son entier pour servir de base à la régénération de la partie Française de Saint-Domingue, & aux travaux de ses Représentans.

2°. Que l'Assemblée Nationale, composée des Représentans de toutes les parties de l'Empire Français, réunit en elle seule le pouvoir législatif.

3°. Que suivant les principes de la constitution Française, le pouvoir exécutif des lois, qui sont les volontés de la Nation, réside en la seule personne du Roi, pour être manifesté en son nom, par lui ou par ses Représentans.



E789-
T6S3m
I-SIZE
V.1

Leval

6302

